



Luxembourg

Au premier trimestre 2019, la croissance économique luxembourgeoise s'est établie à 0,3% par rapport au trimestre précédent. Le nombre d'emplois a, quant à lui, augmenté de 0,8% sur la même période ([STATEC](#)). Le taux de chômage se maintient à 5,5% depuis le mois de mai, légèrement au-dessus de son niveau de février 2009 (à 5,1%), atteint en fin d'année dernière ([STATEC](#)). L'inflation au Luxembourg flirte avec la cible de la Banque centrale européenne depuis le quatrième trimestre de 2018 et devrait se maintenir à ce niveau avec 1,9% prévus en 2019 et 1,7% en 2020. Celle-ci devrait effectivement s'accélérer à la fin de l'année à la suite de l'échéance de la tranche indiciaire, mais s'atténuer avec la gratuité du transport public et le ralentissement conjoncturel en 2020 d'après le [STATEC](#).

Tout comme [Standard and Poor's](#), les agences de notation [Moody's](#), [Fitch](#) et [DBRS](#) ont récemment confirmé le maintien de la notation de crédit AAA avec perspective stable pour le Grand-Duché. Ces dernières saluent la prudence budgétaire, la stabilité politique, le cadre fiscal et juridique compétitif ainsi que les investissements importants dans les domaines tels que le logement, l'éducation, la recherche, la numérisation, les infrastructures de transport et l'énergie durable. Toutefois, les risques pour les perspectives budgétaires pourraient porter sur la conjoncture internationale, le protectionnisme, la volatilité du secteur financier et des changements dans la politique monétaire ou fiscale aux Etats Unis et en Europe. Enfin, elles soulignent que le Luxembourg pourrait continuer à tirer parti de la relocalisation d'institutions financières à la suite du Brexit. Au premier trimestre 2019, 48 entreprises financières avaient déjà déménagé au moment où d'autres élargissaient leurs activités luxembourgeoises existantes ([DBRS](#)).



Zone euro

Selon le [FMI](#), la croissance de la zone euro devrait atteindre 1,3% en 2019 et 1,6% en 2020, s'améliorant progressivement grâce à une accélération de la demande extérieure et à l'atténuation de facteurs temporaires tels que la baisse des immatriculations de voitures allemandes et les mouvements sociaux en France. [L'institut Ifo](#) se montre toutefois prudent quant à la situation de l'industrie automobile allemande jugée préoccupante. Le PIB allemand s'est en effet rétracté de 0,1% au deuxième trimestre, par rapport au trimestre précédent ([Destatis](#)). Sur la même période, celui de la France a cru de 0,3%, grâce à la consommation et l'investissement ([Insee](#)).

Cette phase de décélération de la zone euro s'est illustrée par un taux de croissance de l'emploi (positif depuis mi-2013) divisé par deux, en comparaison au trimestre précédent. Elle s'exprime également depuis trois trimestres par un taux nul voire négatif de la croissance de la productivité apparente du travail. Il s'agit là d'un point bas qui n'avait pas été atteint depuis le début de l'année 2013. Le fléchissement de la valeur ajoutée est particulièrement prononcé dans le secteur industriel ([Eurostat](#)).

Paradoxalement et après avoir baissé de manière notable, la confiance du secteur industriel semble toutefois teintée d'optimisme, sous le coup de meilleures prévisions de production, du niveau actuel des carnets de commandes et des stocks de produits finis. Encouragé par une augmentation du volume des ventes ([Eurostat](#)), le secteur du commerce de détail voit lui aussi sa confiance s'améliorer. Celle-ci s'est en revanche nettement détériorée dans les services, la construction et dans une moindre mesure pour les consommateurs ([Commission européenne](#)).

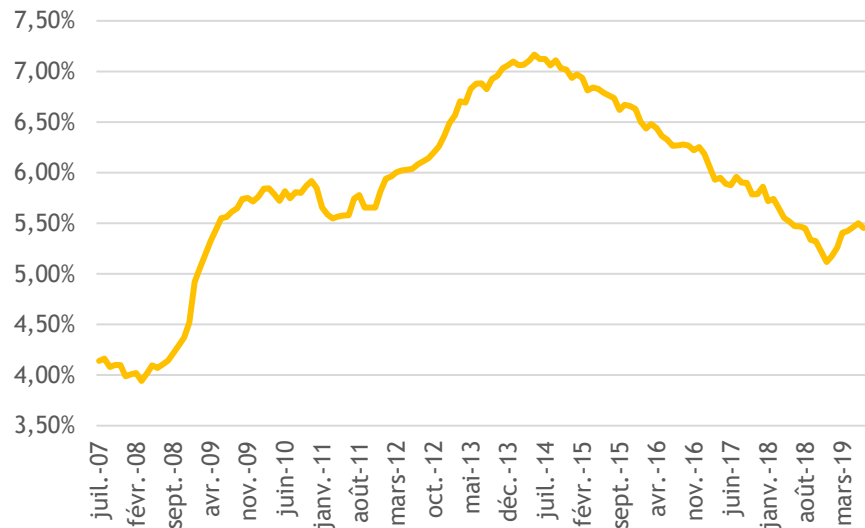


Monde

En raison d'une activité mondiale relativement faible au premier trimestre, le [FMI](#) a revu ses prévisions économiques légèrement à la baisse. L'Institution table désormais sur une croissance mondiale de 3,2% en 2019 et de 3,5% en 2020. Parmi les risques identifiés susceptibles de détériorer davantage la conjoncture, sont cités : de nouvelles tensions commerciales et technologiques qui pénaliseraient les investissements, une augmentation prolongée de l'aversion au risque qui exposerait des vulnérabilités financières, continuant de s'accumuler avec des taux d'intérêt bas et des pressions déflationnistes qui accentueraient les difficultés du service de la dette et limiteraient les marges de manœuvre des politiques monétaires pour contrer les récessions, rendant ainsi les chocs défavorables plus persistants.

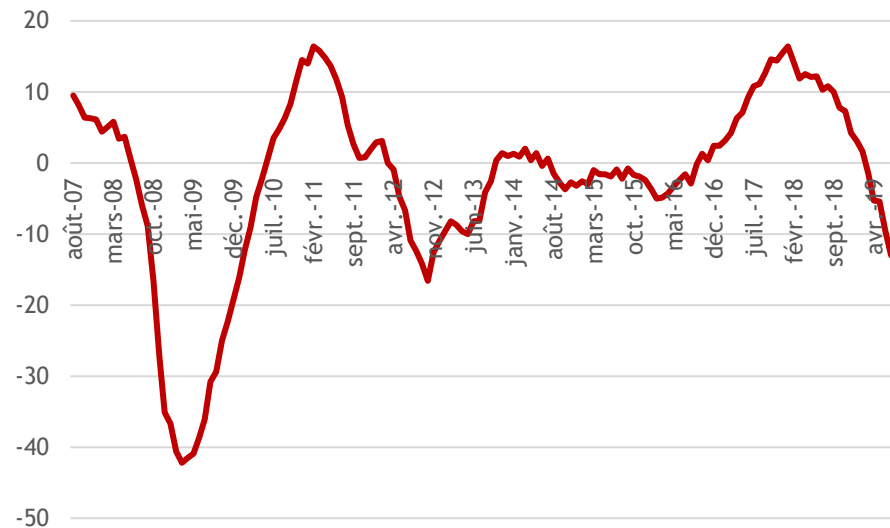
Dans [une étude](#) récente, la Banque d'Angleterre a tenté de quantifier l'impact du Brexit sur les entreprises britanniques à l'aide d'une enquête majeure. Il en résulte qu'au cours des trois années suivant le référendum de juin 2016, l'anticipation du Brexit a progressivement réduit les investissements d'environ 11% et la productivité de 2 à 5%. Pour cette dernière, une grande partie de cette perte proviendrait des effets négatifs pour les entreprises qui ont consacré plusieurs heures par semaine à la planification du Brexit au lieu de se focaliser uniquement sur leurs affaires courantes. Les entreprises britanniques les plus productives et exposées au niveau international auraient été les plus touchées.

Graphique 1 : Taux de chômage au Luxembourg (en %)
(Juillet 2007 - Juillet 2019)



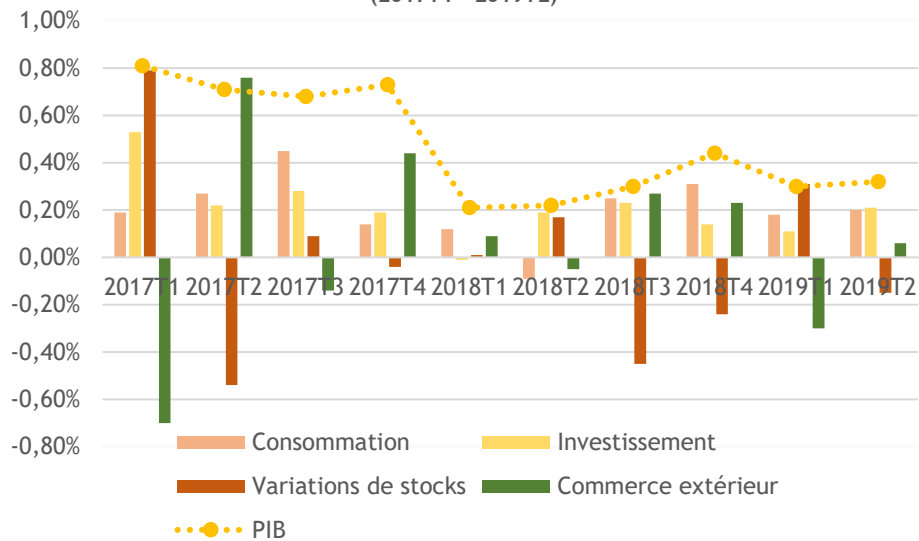
Source : STATEC

Graphique 2 : Indicateur de confiance du secteur industriel allemand
(Août 2007 - Août 2019)



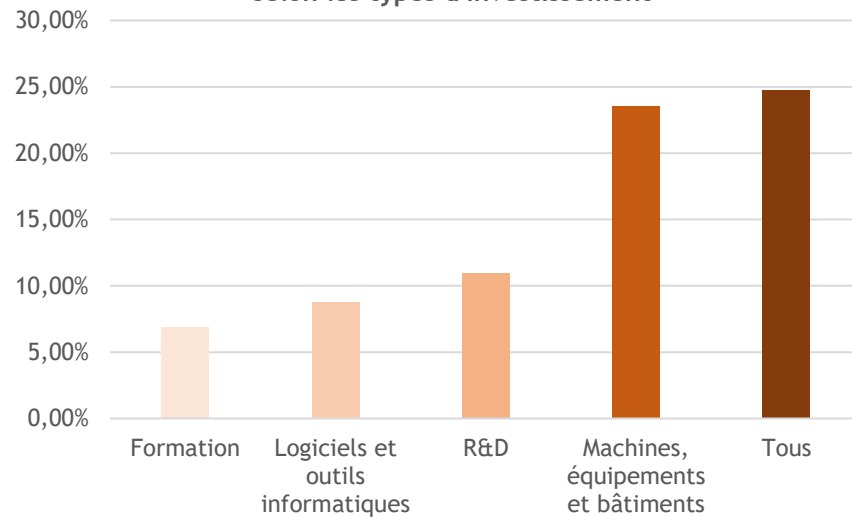
Source : Commission européenne

Graphique 3 : Le PIB français et ses composantes
(2017T1 - 2019T2)



Source : Insee

Graphique 4 : Solde net des entreprises britanniques répondantes ayant déclaré avoir réduit leurs investissements en raison du Brexit, selon les types d'investissement



Source : Banque d'Angleterre

A propos de la Fondation IDEA a.s.b.l.

IDEA est un laboratoire d'idées autonome, pluridisciplinaire et ouvert, créé à l'initiative de la Chambre de Commerce, et qui a pour mission de mener des réflexions en faveur du développement durable du Luxembourg et de l'intérêt économique général du pays. IDEA souhaite contribuer à l'amélioration de la qualité du débat socio-économique, d'une part, en l'alimentant par des analyses économiques rigoureusement recherchées et documentées et, d'autre part, en proposant des pistes novatrices pour relever les grands défis d'avenir.

IDEA invite le public à discuter contradictoirement les analyses, idées et propositions qu'elle publie et organisera à cet effet régulièrement des conférences-débats, des tables rondes et des ateliers thématiques sur des sujets divers revêtant une importance capitale pour l'avenir socio-économique du Grand-duché de Luxembourg. Les publications, idées et vidéos d'IDEA profiteront d'une large diffusion via les médias sociaux.

Gouvernance

IDEA est administré par un Conseil d'administration (CA) disposant de pouvoirs étendus pour gérer l'association. Il en définit les orientations et les priorités générales en concertation avec le Conseil scientifique (CS). Le CA pourra déléguer, sous sa responsabilité, la gestion journalière à un directeur chargé des affaires courantes.

Le Conseil scientifique (CS), actuellement en cours de constitution, est nommé par le CA pour un terme renouvelable de 3 ans. Il a pour vocation de conseiller et d'accompagner IDEA quant à la pertinence et l'opportunité des projets et activités menés. Il a un droit de regard sur les études, les prises de position et les pistes de réflexion élaborées et approuve les principales contributions mises au point. Il veille à ce que les activités menées s'inscrivent dans les missions stratégique et opérationnelle définies par les statuts. Le CS se prononce également sur la qualité scientifique et méthodologique des travaux. En outre, il intervient dans les travaux de l'association de son initiative propre ou sur demande du CA.

L'Equipe opérationnelle (EO) prépare les travaux et les contributions à élaborer par IDEA. Il incombe à l'EO de transformer les lignes directrices du CA en priorités de travail de l'association et de suivre constamment les avis et recommandations du CS dans le cadre de l'élaboration de ses contributions. Les travaux administratifs et de fonctionnement sont également du ressort de l'EO.

Contacts de l'Equipe opérationnelle :

Muriel Bouchet, tél : 42 39 39 491, muriel.bouchet@fondation-idea.lu

Michel-Edouard Ruben, tél : 42 39 39 441, michel-edouard.ruben@fondation-idea.lu

Vincent Hein, tél : 42 39 39 533, vincent.hein@fondation-idea.lu

Sarah Mellouet, tél : 42 39 39 486, sarah.mellouet@fondation-idea.lu

Thomas Valici, tél : 42 39 39 359, thomas.valici@fondation-idea.lu

www.fondation-idea.lu

